



# Assemblée générale

Distr. générale  
2 avril 2015  
Français  
Original : espagnol

---

## Soixante-neuvième session

Points 30 et 117 de l'ordre du jour

### Élimination des mesures économiques coercitives unilatérales et extraterritoriales utilisées pour exercer une pression politique et économique

Application des résolutions de l'Organisation  
des Nations Unies

### **Lettre datée du 16 mars 2015, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le communiqué, adopté le 11 mars 2015, par les femmes membres de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique-Traité de commerce entre les peuples (ALBA-TCP), qui se sont réunies à l'occasion de la cinquante-neuvième session de la Commission de la Condition de la femme. Le communiqué condamne le décret signé par le Président des États-Unis d'Amérique, Barack Obama, dans lequel il a qualifié la République bolivarienne du Venezuela de « menace inhabituelle et extraordinaire » contre la sécurité nationale et la politique extérieure de son pays (voir annexe).

À cet égard, je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte du communiqué susmentionné comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 30 et 117 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Rafael **Ramírez Carreño**



**Annexe à la lettre datée du 16 mars 2015 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de la République bolivarienne du Venezuela  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Communiqué : les femmes membres de l'Alliance  
bolivarienne pour les peuples de notre Amérique  
condamnent l'acte d'ingérence et d'agression commis  
par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique  
contre le peuple vénézuélien**

[11 mars 2015]

Réunies à l'occasion de la cinquante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, qui s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, nous, les femmes membres de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), condamnons fermement et catégoriquement la décision récemment prise par le Président des États-Unis d'Amérique, Barack Obama, de déclarer que le Venezuela représentait une « menace contre la sécurité nationale des États-Unis », et ce comme mesure préalable à des interventions de grande envergure contre le peuple vénézuélien.

Le Gouvernement bolivarien du Venezuela a exprimé à d'innombrables reprises sa volonté sans équivoque de maintenir un dialogue fraternel avec le Gouvernement des États-Unis, sur la base du respect, de l'égalité souveraine des États et de la non-ingérence dans leurs affaires internes, principes consacrés par la Charte des Nations Unies, piliers de la paix et de la sécurité internationales.

Visant à limiter le droit à l'autodétermination d'un État souverain, libre et indépendant, les mesures prises de façon unilatérale par le Gouvernement des États-Unis contre les fonctionnaires vénézuéliens violent de manière flagrante le droit international et les principes de la Charte.

Dès le début, la révolution bolivarienne s'est caractérisée par une volonté de lutter contre l'exclusion et la déconsidération des laissés-pour-compte de la population vénézuélienne, et notamment de revendiquer le rôle historique de la femme.

Nous demeurons convaincues que la dignité et la noblesse du vénérable peuple vénézuélien triompheront, une fois de plus, contre les sombres intentions et les déclarations belliqueuses des porte-parole du gouvernement d'Obama, qui cherche de nouveau à s'imposer dans le dessein d'étouffer le désir de liberté et de justice sociale de l'Amérique latine et des Caraïbes.